



Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4 % de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume - Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

Banque de France

Publications

Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain
Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1441 du 6 novembre 2015 relatif à la coopération régionale outre-mer

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444683&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1393 du 30 octobre 2015 portant publication de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, signé à Luxembourg le 24 juin 2013 et à Bruxelles le 26 juin 2013.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031417869&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1431 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités de transmission à la Banque de France de données relatives aux opérations d'assurance-crédit

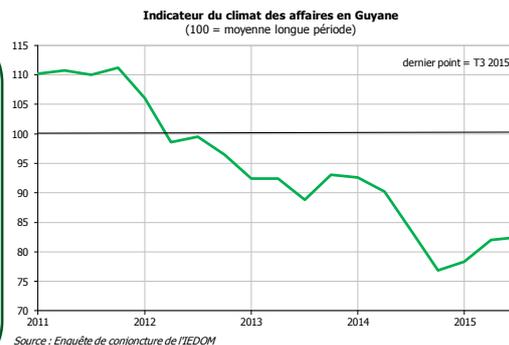
<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444012&dateTexte=&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit son redressement mais à un rythme moindre que lors des précédents trimestres de l'année 2015. Il demeure stable au troisième trimestre (+0,5 point) et s'établit à présent à 82,5 points. Il se situe encore bien en deçà de sa moyenne de longue période (-17,5 points). La composante passée progresse une nouvelle fois au troisième trimestre 2015 (+0,7 point). Cette amélioration s'explique par l'opinion favorable portée par les chefs d'entreprise vis-à-vis de leur activité et de leurs effectifs.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

Publication : « Observatoire des tarifs bancaires »

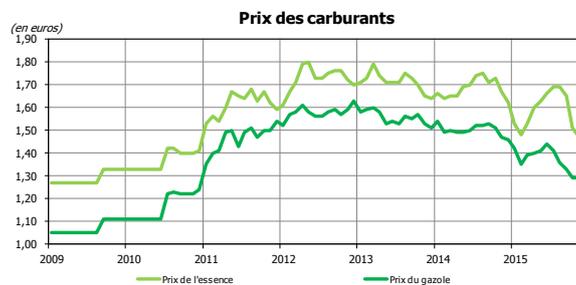
L'observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2015 est paru en novembre. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur les 14 services, 3 gratuits, 4 tarifs inférieurs et 7 supérieurs à la moyenne des DOM. Elle enregistre également 2 gratuits, 8 tarifs inférieurs et 4 tarifs supérieurs à la moyenne observée en métropole par le Comité consultatif du secteur financier.

Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

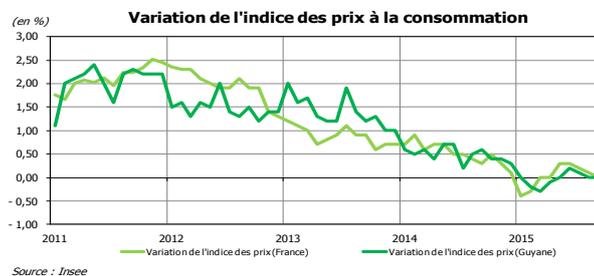
Carburants

L'arrêté préfectoral établit, à compter du 1^{er} novembre 2015, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,29 €/litre (inchangé par rapport au mois précédent) et à 1,47 €/litre pour l'essence (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,46 € contre 18,92 € en août, soit une hausse de 54 centimes.



Prix à la consommation

En septembre 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en léger recul de 0,2 % (après +0,0 % pour le mois précédent). Cette baisse trouve son origine dans celle des services (-0,9 %). Sur un an, l'inflation reste également stable (+0,0 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement -1,5 % et -2,7 %) alors que ceux des services ont augmenté (+0,9 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau similaire aux valeurs constatées à la Réunion (+0,0 %) ainsi qu'en France hexagonale (+0,0 %) mais demeure inférieure à celles observées en Guadeloupe (+0,2 %) et en Martinique (+0,3 %).



Fin d'un long mouvement de grève à EDF

Le lundi 2 novembre, le syndicat UTG Eclairage et la direction d'EDF ont signé un protocole d'accord mettant fin à la grève qui avait débuté le 28 septembre. La médiation opérée par la Préfecture a permis de débloquer la situation et d'aboutir à un accord entre les deux parties. Selon les socioprofessionnels, cette grève a eu un impact notable sur l'activité, pénalisant en particulier les commerçants et les artisans.

Spatial

Le 10 novembre 2015, le lanceur Ariane, pour son 227^e lancement et sixième de l'année, a mis en orbite avec succès depuis le Centre spatial guyanais, (CSG) deux satellites de télécommunications. Le premier, ARABSAT-6B (5,8 tonnes) permettra de fournir des services de radiodiffusion, de haut débit et de télécommunications dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le second, GSAT-15 (3,2 tonnes) fournira à l'Inde des services de télécommunications, d'aide à la navigation et aux services d'urgence. Il vient compléter la flotte de 13 satellites de l'opérateur Indian Space Research Organisation (ISRO). Ce dixième lancement de l'année au Centre spatial guyanais signe le 69^e succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5 depuis 2003.

Arianespace a signé le 9 octobre, la prolongation d'une série de contrats d'approvisionnements « sol » et de maintenance. Ces nouveaux accords permettraient un gain de 10 % sur les prestations industrielles. Cette signature s'inscrit dans la démarche entreprise par la filière spatiale européenne pour améliorer sa compétitivité dans un secteur de plus en plus concurrentiel.

ACTUALITES RÉGIONALES

Ralentissement économique de l'Amérique Latine

La Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la région. Elle anticipe désormais une contraction de 0,3 % du PIB pour 2015 (+0,5 % précédemment) et une hausse de 0,7 % en 2016. Plusieurs facteurs pénalisent le dynamisme de l'Amérique Latine. Ce ralentissement s'explique tout d'abord par la baisse des cours des matières premières, qui a fragilisé les nombreuses économies basées sur l'exportation. Une baisse des cours qui freine les investissements, en particulier les Investissements directs à l'étranger entrants qui affichent une baisse de 21 % en rythme annuel dans 16 pays au premier semestre 2015. Ensuite, les dévaluations des devises combinées à une inflation élevée, continuent de fragiliser la consommation intérieure, notamment celle des classes moyennes. Néanmoins, les pays les plus tournés vers les Etats-Unis, comme le Mexique, profitent d'un effet d'entraînement grâce à une reprise solide de l'économie américaine.

Equation économique difficile pour le Brésil

Dans son dernier rapport « Perspectives économiques globales, publié le 6 octobre, le FMI (Fonds monétaire international) a abaissé ses prévisions de croissance pour le Brésil, entré en récession au deuxième trimestre 2015. L'institution anticipe une contraction de 3,0 % pour l'année 2015 contre seulement 1,5 % précédemment et table désormais sur une récession en 2016 de 1,0 % contre une prévision de croissance de +0,7 % précédemment. Les économistes du FMI expliquent cette nouvelle inflexion à la baisse notamment par la détérioration du climat politique et la chute du cours des matières premières. L'inflation élevée (9,6 % sur un an) et la pression à la baisse sur le real contribuent également à peser sur les perspectives économiques du pays.

La Coface, qui a abaissé la note du pays à B (sur une échelle de 7 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque), évoque la baisse de la consommation et de l'investissement, comme facteurs négatifs à la dynamique économique. L'institution pointe la menace de déséquilibre budgétaire, résultant du recul des rentrées fiscales lié à la faiblesse de l'activité économique. De plus, les futures coupes budgétaires annoncées en septembre par le gouvernement à hauteur de 17 milliards de dollars (gel des hausses de salaires du secteur public et réduction des programmes sociaux) pèseront sur la croissance brésilienne au cours des prochains trimestres selon les économistes de la Coface.

La rétrogradation de la note de la septième économie mondiale par l'agence de notation Standard's and Poor's à BB+ (BBB-précédemment) assortie d'une perspective négative, dites catégorie « spéculative », pourrait renchérir les taux d'emprunt du pays, compliquant d'autant le rétablissement de ses comptes publics.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sept-15 128,1	-[0,2%]	[0,0 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Nov-15 1,47	[-2,6%]	[-12,0%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sept-15 23 964	[1,1%]	[4,8%]	Pôle emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-15 19 538	[-1,2%]	[9,3%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-15 11,6 M€ Cumul 97,8 M€	[7,9%]	[22,5%] [13,3%]	Caf
	CONSUMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Sept-15 12,8 M€ Cumul 131,3 M€	-2,8%	5,2% 2,1%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Oct-15 398 Cumul 3 387	-1,5%	21,7% 3,2%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Sept-15 30,8 M€ Cumul 287,8 M€	-9,1%	-15,5% -8,8%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules utilitaires	Oct-15 93 Cumul 801	-20,0%	-16,0% -5,7%	Somafi
	COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (2)	Sept-15 14,1 M€ Cumul 99,0 M€	31,5%	-36,6% -30,1%	Douanes
↑		Importations (2)	Sept-15 105,5 M€ Cumul 913,5 M€	11,5%	-2,8% -16,4%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Nov-15 10 tirs (6 Ariane 5, 2 Soyouz, 2 Vega) Cumul à Nov-15 18 satellites		9 tirs à Nov-14 16 satellites et 1 ATV*	Arianespace
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Oct-15 8 299 tonnes Cumul 62 122 tonnes	11,0%	5,5% -13,6%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (2)	Sept-15 113 kilos Cumul 885 kilos	20,1%	-8,0% 1,1%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur (2)	Sept-15 3,5 M€ Cumul 28,2 M€	-8,3%	-6,6% 4,9%	Douanes
		↑	Cours de l'once d'or	Oct-15 1 158,19 \$	[3,0%]	[-5,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Sept-15 17 tonnes Cumul 427 tonnes	-13,7%	0,4% -41,8%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (2)	Sept-15 70 tonnes Cumul 846 tonnes	29,1%	-50,8% -2,9%	Douanes
	TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juil-15 51 220 Cumul 260 799	-2,2%	-1,5% 3,5%	CCIRG

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

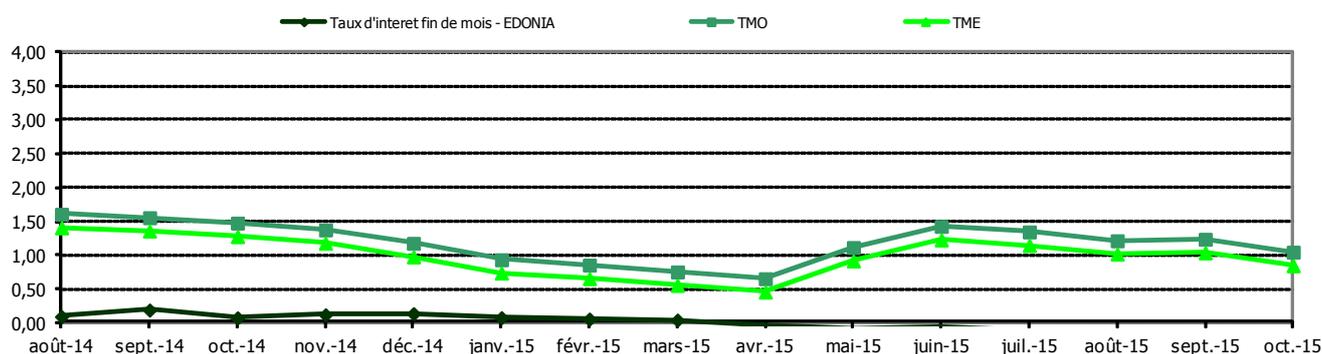
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014
Taux d'intérêt légal 2ème semestre 2015 - JORF du 24/06/2015		
Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/15)		
Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD
	4,29%	0,75%
	0,75%	1,25%
	0,99%	2,00%
		CEL*
		0,50%
		* hors prime d'Etat
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA		
Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR		
Juillet	Août	Septembre
-0,1020%	-0,1100%	-0,1220%
		Octobre
		-0,1290%
		1 mois
		-0,1190%
		3 mois
		-0,0680%
		6 mois
		0,0060%
		1 an
		0,1070%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)		
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)		
Juillet	Août	Septembre
1,15%	1,02%	1,04%
		Octobre
		0,85%
		1 mois
		1,35%
		3 mois
		1,22%
		6 mois
		1,24%
		1 an
		1,05%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts-relais	4,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,97%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,84%	Découverts en compte	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

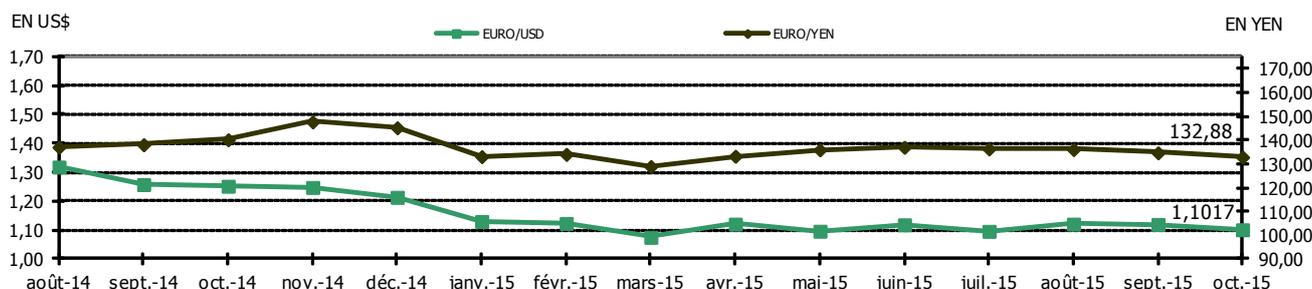
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1017	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2222	EURO/SRD (Surinam)	3,6322
EURO/JPY (Japon)	132,8800	EURO/BWP (Botswana)	11,6340	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9702
EURO/CAD (Canada)	1,4515	EURO/SCR (Seychelles)	13,9232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,9673
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7182	EURO/MUR (Maurice)	39,5475	EURO/BBD (La Barbade)	2,2012
EURO/SGD (Singapour)	1,5445	EURO/BRL (Brésil)	4,2724	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9689
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,5382	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,9255	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3587,9247	EURO/XCD (Dominique)	2,9718	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe Colomb BP 6016 97306

Achevé d'imprimer le 18 novembre 2015 - Dépôt légal : novembre 2015 - ISSN 1240-3814